

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET



**COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE
(CNDP)**

**STRATÉGIE DE GESTION DE LA DETTE
A MOYEN TERME (SDMT)
2025-2029 (Version provisoire)**

TABLE DES MATIERES

I.	INTRODUCTION	2
II.	ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2024.....	2
III.	OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2025-2029	4
IV.	COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2023	5
V.	COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2023	7
VI.	HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2024-2028	9
VII.	SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHÉ.....	9
VIII.	DEMARCHÉ SUIVIE	11
IX.	CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES	11
X.	STRATÉGIE OPTIMALE	12
XI.	PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024	13
XII.	RECOMMANDATIONS.....	14

I. INTRODUCTION

1. La Côte d'Ivoire est aujourd'hui l'un des pays les plus attractifs du continent Africain et affiche des perspectives robustes à moyen et long terme, sous l'impulsion des différents Plans Nationaux de Développement (PND).
2. En 2024, la croissance économique de la Côte d'Ivoire s'est établie à 6,0% contre 6,5% en 2023. Ce niveau de performance résulte de la poursuite de la mise en application de réformes structurelles de grande ampleur par le Gouvernement au cours de la dernière décennie, tant sur le plan économique, politique que social.
3. Ainsi, en 2025, la Côte d'Ivoire est notée par Standard & Poor's (BB, perspective stable), Fitch ratings (BB-, perspective stable) et Moody's (Ba2, perspective stable). En outre, l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA), filiale de la Banque mondiale, a rehaussé la note de crédit interne de la Côte d'Ivoire de B+ à BB-.
4. La notation du risque pays de la Côte d'Ivoire par l'OCDE est maintenue à 5 sur une échelle de 7, traduisant les bonnes performances macroéconomiques dans un contexte de dégradation des conditions de marché.
5. Ces différentes notations financières et institutionnelles témoignent de la qualité des fondamentaux économiques de la Côte d'Ivoire, de sa résilience aux chocs externes, ainsi que des solides perspectives de croissance.
6. La présente Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) s'inscrit dans la poursuite des orientations du Gouvernement en matière de développement durable conformément aux objectifs du PND 2021-2025. A cet égard, elle prescrit les sources potentielles de financement de l'économie qui maintiennent les coûts et risques à un niveau raisonnable.
7. La SDMT est adoptée et annexée à la Loi des Finances en début d'année. Elle tient compte de l'évolution des cadres macroéconomique et budgétaire, à travers la mise en œuvre des actions prioritaires définies par le Gouvernement chaque année. La présente SDMT couvre la période 2025-2029.

II. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2024

8. La SDMT 2024-2028 préconisait le recours aux financements dans un rapport moyen 42%-58% de ressources extérieures et intérieures.
9. Le plan de financement annuel de 2024, en particulier, proposait une mobilisation suivant la proportion d'environ 48%-52% de ressources extérieures et intérieures. Cependant, l'évaluation à fin 2024 de ce plan indique un niveau de décaissement total de 5 693,1 milliards FCFA contre 5 934,5 milliards FCFA en prévision, soit un écart négatif de 241,4 milliards (-4,1%) et s'établit dans un rapport de 52%-48% de ressources extérieures et intérieures.

10. Cette structure de financement s'explique par les anticipations des investisseurs sur le marché régional, les conditions favorables sur le marché financier international et l'accroissement des appuis budgétaires.

Tableau 1 : État de mise en œuvre du Plan de financement 2024

Plan de financement à fin decembre 2024	Prévision		Réalisation		Ecart
Décaissement total	5 934,5	en %	5 693,1	en %	- 241,4
Décaissements extérieurs	2 859,4	48%	2 950,2	52%	90,8
Emprunts-projets	1 033,0	17%	1 010,1	18%	- 22,9
Emprunts-programmes	1 029,8	17%	1 143,5	20%	113,7
<i>Banque Mondiale</i>	<i>120,4</i>	<i>2%</i>	<i>187,5</i>	<i>3%</i>	<i>67,1</i>
<i>FMI</i>	<i>840,0</i>	<i>14%</i>	<i>852,2</i>	<i>15%</i>	
<i>BAD</i>	<i>20,1</i>	<i>0%</i>	<i>39,4</i>	<i>1%</i>	<i>19,3</i>
<i>AFD</i>	<i>49,3</i>	<i>1%</i>	<i>49,2</i>	<i>1%</i>	<i>- 0,1</i>
<i>Allemagne</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>	<i>-</i>
<i>Autres financements potentiels</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>	<i>15,2</i>	<i>0%</i>	<i>-</i>
Autres financements en devises	796,7	13%	796,7	14%	-
Décaissements intérieurs	3 075,1	52%	2 742,8	48%	- 332,2

Source : CNDP

III. OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2025-2029

11. Les objectifs de la SDMT 2025-2029 se résument comme suit :

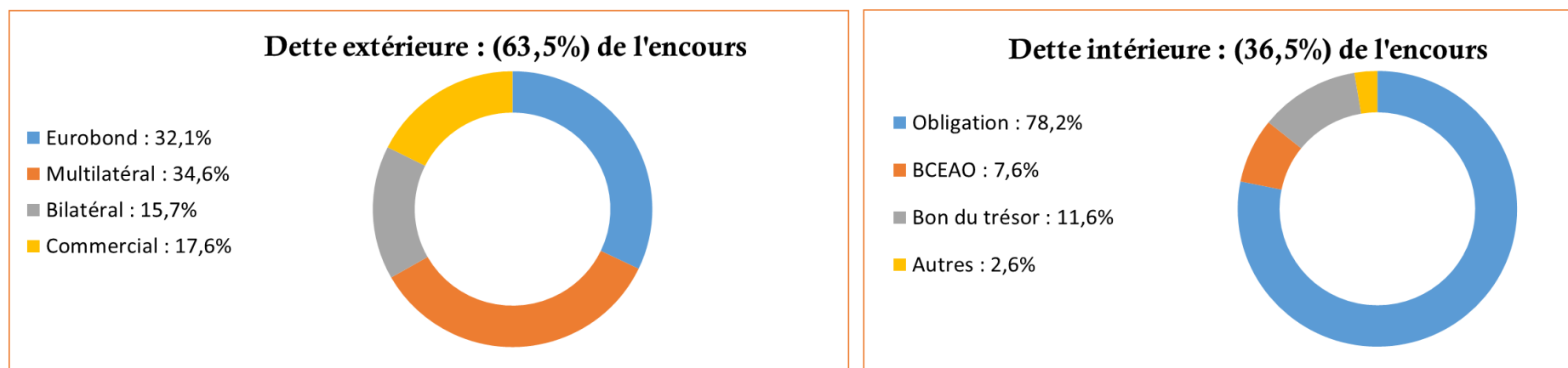
- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;
- maintenir les indicateurs de viabilité de la dette en dessous des seuils définis ;
- contribuer au développement du marché domestique.

12. Le champ de couverture de la SDMT est limité à la dette extérieure et intérieure de l'Administration Centrale.

IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2024

13. L'encours de la dette de l'Administration Centrale est estimé à 31 406,9 milliards de franc CFA (59,5% du PIB) à fin 2024 contre 27 782,6 milliards de franc CFA (57,5% du PIB) à fin 2023. Il se compose de 19 949,2 milliards de franc CFA (63,5%) de dette extérieure et 11 457,7 milliards de franc CFA (36,5%) de dette intérieure (Graphique 1).

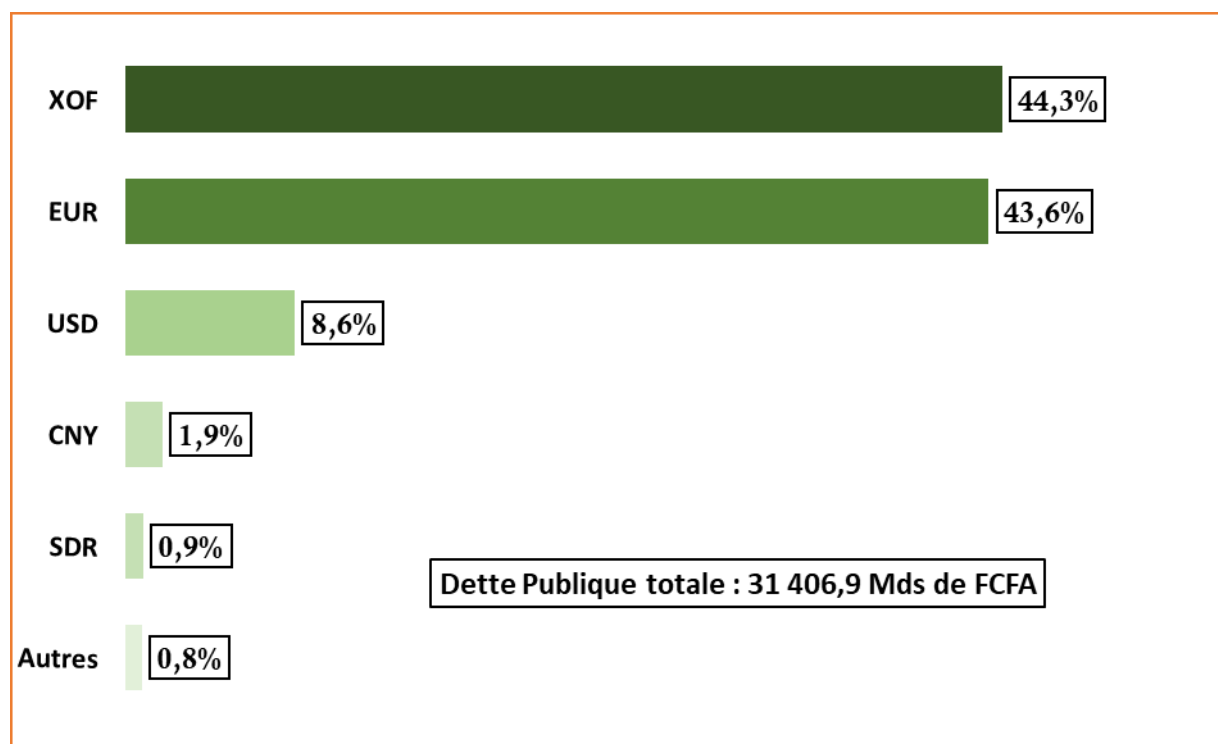
Graphique 1 : Encours de la dette par type de créanciers à fin 2024



Source : CNDP

14. La dette publique totale reste dominée par la dette libellée en franc CFA à hauteur de 44,3% (graphique 2). La part de la dette en devise représente globalement 55,7%, dominée par l'Euro (43,6%) suivi du Dollar US (8,6%). Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de contenir l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de change.

Graphique 2 : Répartition de la dette publique à fin 2024 par devises



Source : CNDP

V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2024¹

15. Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille ressort à 4,4% avec un taux d'intérêt moyen de 4,8% au titre de la dette intérieure et 4,2% au titre de la dette extérieure.
16. La concentration des échéances sur le court terme de la dette intérieure rend le portefeuille de la dette publique vulnérable (Tableau 2). Environ 59,4% de l'encours de la dette intérieure est à refinancer au cours des trois prochaines années (Graphique 3). A moyen terme, le remboursement des échéances des obligations du Trésor pourraient également entraîner des pressions de refinancement.
17. La dette exposée aux fluctuations de taux de change représente 12,1% du portefeuille de la dette totale dont 8,6% est libellée en dollar. La Côte d'Ivoire demeure conservatrice sur le risque de change.

Tableau 2 : Coûts et risques du portefeuille de la dette existante estimés à fin 2024

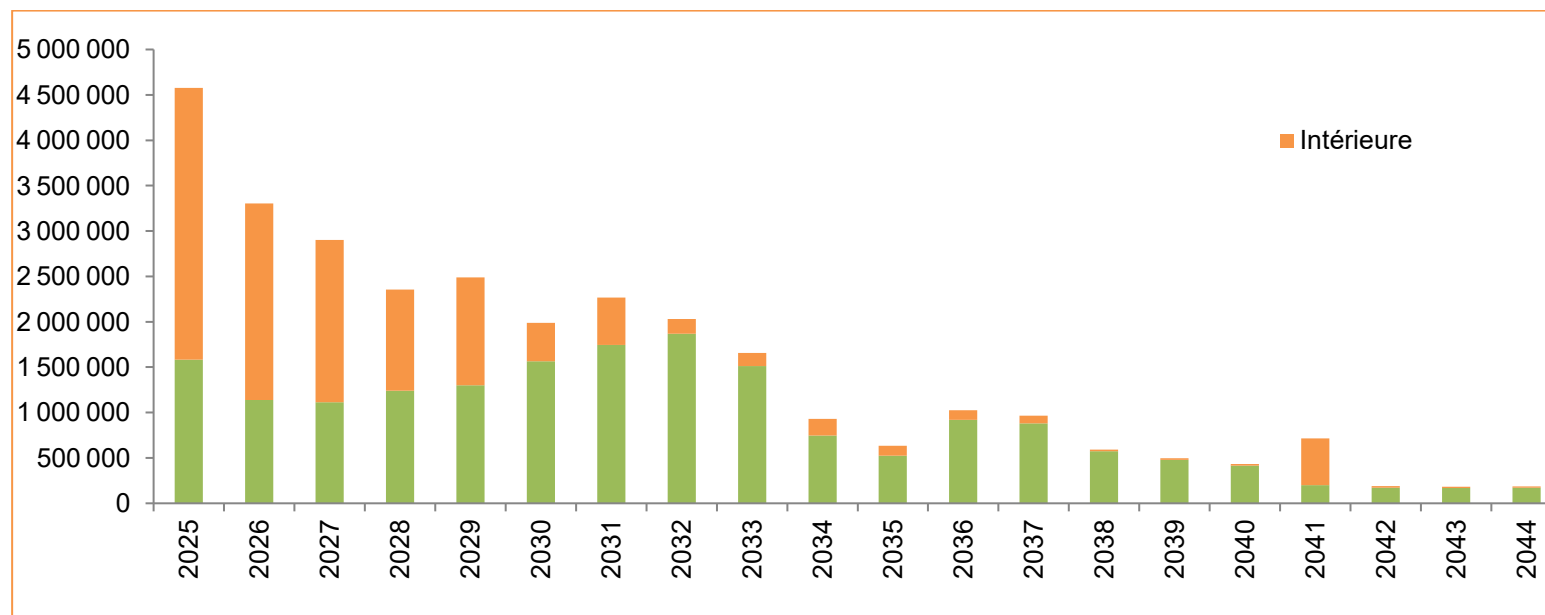
		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (milliards de franc CFA)		19 715,0	11 691,9	31 406,9
Montant (millions de dollar US)		31 494,2	18 677,6	50 171,8
Dette nominale (% du PIB)		37,4	22,2	59,5
Valeur Actuelle de la dette (% du PIB)		36,1	22,2	58,2
Coût de la dette	Paieement d'intérêt (% du PIB)	1,6	1,1	2,7
	Taux d'intérêt moyen pondéré	4,2	4,8	4,4
Risque de refinancement	Maturité moyenne du portefeuille (Années)	8,2	3,8	6,6
	Dette arrivant à maturité dans un an (% du total)	8,0	25,6	14,5
	Dette arrivant à maturité dans un an (% du PIB)	3,0	5,7	8,7
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne jusqu'à révision du taux (années)	6,1	3,8	5,2
	Dette à réviser dans 1 an (% du total)	26,7	25,6	26,3
	Dette à taux fixe (% du total)	81,0	100,0	88,0
	Bon du Trésor (% du total)	0,0	0,0	0,0
Risque de change	Dette en devises (% du total)			62,8
	Dette exposée aux fluctuations de taux de change			12,1
	Service de la dette en devises (% réserves)			29,5

Source : CNDP

¹ Dans l'analyse du coût-risque les instruments libellés en XOF sont classés en dette intérieure à l'exception du FMI.

Graphique 3 : Profil des amortissements de la dette estimée à fin 2025

En millions de FCFA



Source : CNDP

VI. HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2025-2029

18. Sur la période 2025-2029, il est attendu une consolidation des performances économiques en lien avec la mise en œuvre du PND 2021-2025 et la poursuite des grands chantiers d'investissement public et privé. Le PIB réel est projeté à 6,5% en moyenne annuelle sur la période 2025-2029.
19. L'inflation serait contenue à 2,5% en moyenne par an grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés en d'autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Tableau 3 : Agrégats macroéconomiques pour la période 2025-2029
En millions de francs CFA sauf indication contraire

	2025	2026	2027	2028	2029
	Projeté	Projeté	Projeté	Projeté	Projeté
Recettes publiques (Dons inclus)	10 025 028,7	11 199 685,5	12 626 878,5	14 148 113,0	15 582 629,0
Dépenses primaires	10 159 527,5	11 435 643,9	12 916 026,2	14 584 244,4	16 394 976,6
Dépenses totales	11 762 407,4	13 106 059,5	14 692 610,8	16 391 866,7	17 144 303,2
Réserves (million USD)	11 202,80	11 200,60	11 198,90	11 200,77	11 200,09
PIB nominal	57 576 979,97	62 920 785, 22	68 295 574,45	74 299 908,69	81 620 856,88

Source : CNDP

20. Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2025-2029 se caractérisent par une dégradation du compte des transactions courantes, en passant de 1,9% du PIB en 2025 à 4,5% du PIB en 2028, avant de ressortir à 2,9% en 2029. Le creusement du déficit entre 2025 et 2028 est dû à l'augmentation du déficit des services, en lien avec les investissements dans les secteurs pétrolier et minier. Au niveau des biens, les exportations progresseraient de 6,6% en moyenne par an, en liaison avec l'entrée en production des phases 2 et 3 des champs pétroliers « Baleine » et la hausse des ventes d'or non monétaire. Quant aux importations, elles augmenteraient en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre des programmes d'investissement de l'Etat. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel, en liaison avec les paiements au titre du fret sur les importations de marchandises et des

services techniques nécessaires à la mise en production des nouveaux champs pétroliers et miniers. Le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux étrangers du fait des flux entrant d'IDE et la poursuite de la mobilisation des ressources financières extérieures par l'administration publique. Le solde global ressortirait excédent à partir de 2025.

21. Concernant les secteurs monétaire et financier, le stock des actifs extérieurs nets du pays devrait se consolider de 2025 à 2029, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Pour les créances sur l'économie, elles augmenteraient de 13% en moyenne par an, en lien avec les besoins de financement de l'économie.
22. Les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 13,4% en moyenne sur la période 2025-2029, en lien avec la vision du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration continue de la mobilisation des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 16,2% en moyenne annuelle sur la même période.
23. Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 21,2% en moyenne annuelle sur la période 2025-2029, due à la prise en compte des besoins croissants de la population.
24. Le déficit budgétaire devrait s'afficher à 3,0% en 2025 conformément à la norme communautaire de l'UEMOA et devrait se maintenir sur le reste de la période.

VII.SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHE

13. Ces dix dernières années, le Gouvernement ivoirien s'est investi dans la mobilisation d'instruments innovants dans le cadre de sa stratégie de financement, notamment au niveau intérieur avec la mise en place de plusieurs réformes visant à élargir la base des investisseurs au niveau domestique.
14. Dans cette dynamique, la Côte d'Ivoire a réalisé une émission innovante d'un Eurobond libellé en FCFA d'un montant de 220 milliards de FCA placé auprès des investisseurs internationaux. Cette émission, la première sur le continent, traduit le leadership de la Côte d'Ivoire en matière de mobilisation d'instruments innovants sur les marchés internationaux.
15. Sur le marché régional, l'Etat de Côte d'Ivoire a mobilisé 2 294,7 milliards de FCFA en 2023 et 2 742,8 milliards de FCFA en 2024, représentant 19,5 % de hausse. Elle exprime la bonne capacité du marché régional à répondre aux attentes de l'Etat.
16. En 2025 et 2026, l'Etat prévoit mobiliser respectivement plus de 3 000 milliards et 4 000 milliards de FCFA. Cette prévision reflète une confiance croissante dans la stratégie de financement de l'Etat et une anticipation d'un environnement économique favorable.

17. Sur le marché financier international, la dynamique reste également positive et innovante. En effet, les opérations obligataires internationales récentes ont porté sur des maturités plus longues et des montants plus importants. Toutes ces opérations ont intégré différents éléments innovants, tels que des exercices de gestion de passifs, des opérations de couverture de change, ou des labélisations ESG et des opérations de debt swap for development. Ces efforts permettent de diversifier la base des investisseurs tout en limitant les risques sur la soutenabilité de nos finances publiques.
18. La stratégie explore également des « instruments mixtes » de financement en tirant parti des partenariats avec des institutions multilatérales et bilatérales pour obtenir des financements semi-concessionnels.
19. La stratégie de financement de l'Etat de Côte d'Ivoire est axée sur une mobilisation régulière, diversifiée, efficace et responsable des ressources d'emprunt en privilégiant les sources de financement intérieures afin de bâtir un avenir prospère pour tous les citoyens.

VIII. DEMARCHE SUIVIE

20. La stratégie de financement retenue a été déterminée à l'aide de l'outil analytique de la SDMT sur la base des hypothèses d'encours de dette, du TOFE, des secteurs réel et extérieur, pour la période 2025-2029. Les résultats ont permis de déterminer les objectifs attendus en termes de coûts, de risques et de mix extérieur-intérieur. Compte tenu du dynamisme de mobilisation des ressources de l'Etat autant sur le marché régional et international, les besoins de financement devraient être comblés en moyenne par une répartition d'environ 45%-55% de ressources extérieures et intérieures sur la période 2025-2029.

IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES

21. La composition espérée du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2029 est une répartition de 66-34 entre la dette extérieure et la dette intérieure contre une répartition de 63-37 en 2024.
22. Le ratio dette/PIB s'établirait à 51,9% du PIB en 2029 contre 59,5% en 2024, soit une baisse d'environ 8 points de pourcentage.
23. La dette exposée aux fluctuations de taux de change en 2029 s'établirait à moins de 11,0% contre 10,0% à fin 2024 dû essentiellement aux émissions attendues de titres publics sur les marchés asiatiques (Samouraï Bond, Panda Bond, etc.).

24. La part de la dette publique totale arrivant à échéance dans un an devrait être limitée à 10,1% en 2029 contre 14,6% en 2024.

X. STRATEGIE OPTIMALE

25. Les besoins de financement de l'Etat devraient être couverts en moyenne selon un rapport 40%-60% d'instruments de financement extérieur et intérieur sur la période 2025-2029. Les ressources extérieures seraient composées de financements (pour des emprunts projets ou programmes) concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 13%, 46%, 7% et 34% sur la période 2025-2029. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long terme respectivement à hauteur de 45%, 36%, et 19% sur la même période.

Tableau 3 : Plan de financement 2025-2029 de la stratégie optimale

Années	2025	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Source de financement extérieurs	58%	40%	35%	35%	33%	40%
<i>Concessionnelle</i>	11%	9%	16%	15%	15%	13%
<i>Semi-Concessionnelle</i>	45%	48%	44%	57%	36%	46%
<i>Commerciale</i>	13%	8%	5%	5%	5%	7%
<i>Marché financier international</i>	31%	35%	35%	24%	44%	34%
Source de financement intérieurs	42%	60%	65%	65%	67%	60%
<i>Marché à un an</i>	45%	45%	45%	45%	45%	45%
<i>Marché à moyen terme</i>	36%	36%	36%	36%	36%	36%
<i>Marché à long terme</i>	19%	19%	19%	19%	19%	19%

Source : CNDP

26. Cette stratégie privilégie la dette intérieure par rapport à la dette extérieure. Cette dernière devrait être dominée par les financements libellés en euro et à taux fixe.

27. Cette stratégie a été confortée par une Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) qui permet à l'Etat de Côte d'Ivoire de conserver son statut de risque de surendettement modéré.

28. Le plan annuel de financement fournira plus de détails sur les intentions du Gouvernement.

XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2025

29. Les besoins de financement de l'année 2025 sont estimés à 7 504,5 milliards de francs CFA. L'Etat prévoit les combler comme indiqué dans le tableau 4.

Tableau 4 : Plan annuel de financement 2025

Décaissement total	7 504,5	en %
Décaissements extérieurs	4 369,6	58%
<i>Emprunts-projets</i>	1338,1	18%
<i>Emprunts-programmes</i>	1056,1	14%
<i>Autres financements en devises</i>	1975,4	26%
Décaissements intérieurs	3 135,0	42%
<i>Marché régional</i>	3135,0	42%
<i>Emprunts programme BOAD</i>	0,0	0%

Source : CNDP

30. Le détail des adjudications à réaliser sur le marché régional fera l'objet d'un calendrier trimestriel des émissions publié par l'UMOA-Titres.

31. Les financements effectifs pourraient être différents des montants indiqués dans le tableau 4, en raison de l'évolution des politiques budgétaires et monétaires. Des ajustements pourraient être apportés aux besoins de financement et aux sources de financement. Les ajustements majeurs du plan de financement seront portés à la connaissance des parties intéressées.

XII. RECOMMANDATIONS

32. Le succès de cette stratégie nécessite la mise en œuvre des recommandations suivantes :

- **Gestion active de la dette** : Assurer une gestion continue et proactive de la dette publique, incluant des opérations de reprofilage sur les souches obligataires de la dette extérieure.
- **Recouvrement des ressources intérieures** : Poursuivre les efforts pour optimiser le recouvrement des recettes budgétaires par la mise en œuvre de la Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SMRT, 2024-2028).
- **Dynamisme macroéconomique** : Maintenir le dynamisme du cadre macroéconomique en vigueur par la poursuite des réformes prévues dans le Plan Stratégique Côte d'Ivoire (PSCI, 2030).
- **Développement du marché intérieur** : Améliorer la liquidité des titres publics par :
 - Le développement du marché secondaire.
 - Le renforcement de la communication avec les investisseurs.
 - La diversification de la base d'investisseurs, avec un accent particulier sur la participation des particuliers, des compagnies d'assurance et des fonds de pension.
 - L'accroissement de la participation des investisseurs étrangers sur le marché régional.
 - L'innovation des instruments de la mobilisation des ressources d'emprunts, notamment les euro-obligations en XOF.
- **Promotion des titres publics** : Encourager l'investissement dans les titres publics en facilitant l'accès des particuliers par des canaux de souscription digitalisés notamment les Mobiles Banking.
- **Financements commerciaux et à taux variable** : Maintenir la stratégie conservatrice sur la mobilisation des sources de financements commerciales et à taux variable.
- **Financements innovants** : Explorer des solutions de financement innovant, garantissant la viabilité de la dette publique à travers des financements ESG et des partenariats publics-privés (PPP).
- **Participation des investisseurs institutionnels** : Accélérer les réformes pour accroître la participation des fonds de pension, des compagnies d'assurance et réassurances, ainsi que des investisseurs individuels aux émissions de titres publics.